

Rapport sur la Promotion de la Liberté et de la Démocratie
Ambassade de Bujumbura

1. Le Burundi est une république constitutionnelle émergeant d'une période post conflit vers le développement après plus d'une décennie de guerre civile. Les élections présidentielles et parlementaires de 2005 ont été jugées libres et justes par les observateurs internationaux et le Président Nkurunziza est le premier Président du Burundi, démocratiquement élu, qui passe plus d'une année aux affaires. Le Burundi a fait des progrès considérables sur le plan économique, politique et social après la signature de l'Accord d'Arusha en 2000. Cependant, la démocratie naissante du Burundi souffre des problèmes prévisibles liés à la jeunesse et fait face à des défis majeurs pendant qu'elle évolue vers la maturité. Un mauvais état des secteurs de la santé publique et de l'éducation, les catastrophes climatiques comme la sécheresse et les inondations et le manque d'infrastructure, contribuent à une pauvreté généralisée. Les criminels agissent souvent dans l'impunité et les femmes sont de plus en plus menacées par des violences sexuelles. A cause des épisodes successifs de corruption, les luttes politiques intestines, des blocages fréquents à l'Assemblée Nationale, les électeurs mettent en doute la crédibilité du gouvernement. Néanmoins, le fait que des individus peuvent juger et critiquer les réalisations du gouvernement constitue à ce jour un témoignage des progrès démocratiques du Burundi.

2. La priorité de la Mission est d'appuyer vigoureusement la jeune démocratie du Burundi en maintenant notre solide plaidoyer pour les pratiques de bonne gouvernance et les principes démocratiques. Nous sommes entrain d'encourager le développement d'un système au sein duquel la branche exécutive s'ouvre à la participation de la société civile, des ONGs et des autres intéressés dans les processus d'élaboration des politiques, milite pour les pratiques anti-corruption et reconnaît la valeur d'une évaluation publique et d'une presse libre. Notre Mission continue aussi à promouvoir une plus grande transparence et responsabilité du gouvernement en augmentant la capacité organisationnelle et technique des parties prenantes, en faisant la promotion d'un plus grand partage d'information par le gouvernement, en élargissant la couverture médiatique des politiques et réformes majeures et par le biais d'une plus grande éducation.

3. Nous continuons à plaider et à soutenir le développement d'une presse dynamique, autonome et financièrement indépendante. Au moment où le Burundi se prépare pour les élections nationales de 2010, nous allons œuvrer pour favoriser l'éclosion d'un climat de campagne mettant en jeu plusieurs parties dans un processus électoral transparent aboutissant à un transfert ordonné de pouvoir. Nous allons également continuer notre engagement actif avec le Gouvernement et le public du Burundi pour leur faire comprendre les questions relatives aux formes modernes d'esclavage.

4. Aussi, les Etats-Unis font la promotion de la démocratie et de la liberté en insistant sur les efforts anti-corruption. L'institution nouvellement mise en place mais qui n'a pas encore fait ses preuves, l'Inspection Générale de l'Etat, bénéficiera d'une formation globale dans la conduite des audits financiers et dans l'identification des irrégularités. Pour les groupes de la société civile, nos programmes se concentrent sur l'amélioration des connaissances en investigation, en communication, les techniques pour exposer les cas de corruption et l'élaboration d'une stratégie des relations publiques constructives pour informer l'opinion des cas de corruption. Les Etats-Unis vont clôturer par un séminaire conjoint entre l'Inspection Générale de l'Etat et les groupes de la société civil engagés dans la lutte anti-corruption, afin de favoriser des relations positives et générer une confiance entre des organisations aux aspirations communes.

5. L'Ambassade continue son soutien au programme de réforme majeur du gouvernement destiné à l'amélioration de la politique de développement, la mise en application et le contrôle avec une attention particulière pour le développement de bonnes relations entre l'Exécutif, la société civile et les médias. Ce programme est destiné à aider à alléger le problème de la concentration du pouvoir politique au sein de l'Exécutif, identifier les moyens pour promouvoir une plus large participation, une plus grande transparence et une pleine responsabilité quand il s'agit de la politique publique. Pour faire ces changements, l'Ambassade travaille avec les organisations de la société civile, des medias et directement avec les membres de l'Exécutif.

6. Les Etats-Unis sponsorisent également une coalition formelle des radios publiques du Burundi, permettant aux médias de rapporter les événements significatifs politiquement, socialement et économiquement. En travaillant ensemble, les médias partagent un sens d'indépendance par rapport aux pressions politiques extérieures et peuvent faire du reportage sans peur de la censure. Pour soutenir l'Etat de droit, l'Ambassade sponsorise également les programmes de radiodiffusion à l'écoute de l'auditeur sur les droits de l'homme. Par le biais de ces programmes, les populations locales sont sensibilisées sur les questions pertinentes à une société post-conflit dont l'identification et la dénonciation des violations des droits de l'homme.

7. Dans la perspective des élections présidentielles et parlementaires de 2010, les programmes des Etats-Unis s'efforcent d'aider à la consolidation des plateformes électorales et à encourager la participation de groupes d'observateurs civils pour la surveillance des élections et l'éducation civique. La Mission va augmenter le soutien pour les processus électoraux et politiques qui font la promotion d'un débat d'idées et d'un transfert pacifique du pouvoir politique conformément à la volonté du peuple. Dans le but de nous assurer de ces résultats nous allons continuer les projets qui soutiennent une administration électorale indépendante et compétente, nous allons promouvoir le niveau de jeu entre les parties politiques en compétition, appuyer une couverture libre et indépendante par la presse et accorder une assistance technique concrète pour le déroulement et la surveillance des élections libres et justes.

8. Pour aider à promouvoir les droits de l'homme fondamentaux au Burundi, les programmes des Etats-Unis vont appuyer le HCR quand ce dernier entreprendra cette année son immense programme de réintégration et de relocalisation. Il est prévu que plus de 110.000 réfugiés vont rentrer de la Tanzanie après plus de 15 années d'absence et les conflits fonciers vont augmenter dramatiquement. L'Ambassade est entrain de travailler avec le HCR et d'autres partenaires pour appuyer les programmes destinés à aider à résoudre d'une façon juste et pertinente les problèmes liés aux conflits fonciers. Nous allons proposer une assistance technique à la Commission Terre pour augmenter son efficacité et son organisation au moment où les rapatriés et les déplacés intérieurs vont réclamer

des propriétés qu'ils ont abandonnés depuis plusieurs années. Des programmes supplémentaires vont aider aux campagnes de sensibilisation du public afin que les populations locales comprennent leurs droits et le rôle de la Commission Terre dans le règlement des différends.

9. Pour soutenir les efforts de la base à rendre le changement effectif, l'Ambassade va continuer à sponsoriser un programme destiné à renforcer les groupes de défense et de surveillance au sein de la société civile. Ces groupes œuvrent pour les réformes juridiques et politiques dans un pays post conflit. Les questions plus sensibles sont la gouvernance locale, la responsabilité, l'impunité, le droit de succession et le rôle des femmes dans le gouvernement. En plus, les programmes des Etats-Unis vont soutenir les centres d'écoutes juridiques qui accordent une assistance à des populations locales qui, autrement, ne pourraient pas bénéficier d'une assistance juridique qualifiée.